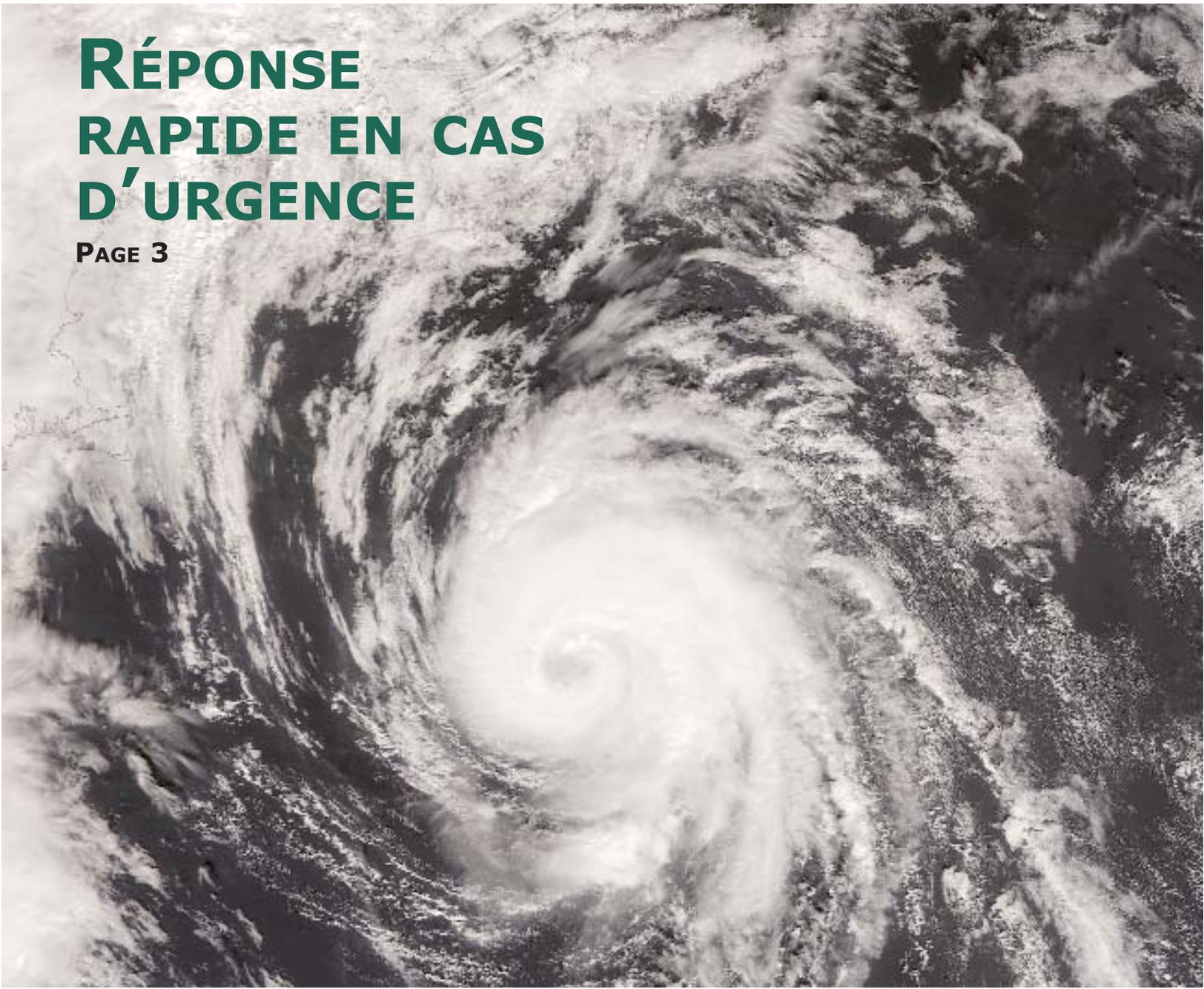


# ***FAIRE AFFAIRE***

*avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada*    *Automne/Hiver 2006*

## **RÉPONSE RAPIDE EN CAS D'URGENCE**

**PAGE 3**



Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Public Works and  
Government Services  
Canada

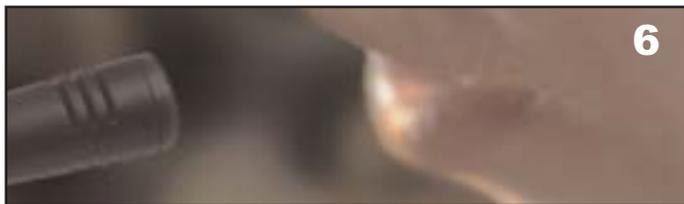
Canada

# FAIRE AFFAIRE

**TPSGC DANS LA COURSE POUR PROFITER D'UNE AUBAINE**  
PAGE 11



Christina Mathers



TPSGC / photos.com



photos.com

## Surmonter la barrière des langues au FUM

Le Bureau de la traduction de TPSGC a offert ses services d'interprétation et mis à contribution son savoir-faire lors du troisième Forum urbain mondial (FUM), qui a réuni 6 000 délégués provenant de partout dans le monde à Vancouver.

## TPSGC contribue à réduire les coûts énergétiques

Grâce à un nouveau contrat qu'il a négocié, TPSGC permet au gouvernement du Canada d'économiser des millions de dollars en coûts d'énergie.

## Toujours prêts : Mesures de reprise après sinistre de TPSGC

TPSGC administre certains des plus importants systèmes du gouvernement qui touchent chaque Canadien et Canadienne directement ou indirectement. De plus, grâce à une solution de pointe, ces systèmes peuvent répondre en moins de 12 heures en cas d'urgence.

## Entretien par les pairs au profit des collectivités

La Région de l'Atlantique collabore avec Affaires indiennes et du Nord Canada pour offrir une formation continue aux techniciens en entretien travaillant dans les collectivités autochtones.

## Travailler ensemble pour les sans-abri

TPSGC aide les sans-abri dans l'ensemble du Canada, grâce à un programme permettant de transférer, pour une somme symbolique, des biens immobiliers fédéraux excédentaires à des organismes de bienfaisance.

## La prochaine génération d'immeubles écologiques

En tant que l'un des plus importants locateurs au pays, TPSGC utilise une technologie novatrice pour la construction des immeubles du gouvernement.

## Soutien logistique aux missions militaires à l'étranger

En apportant un soutien de la gestion des contrats aux troupes canadiennes, TPSGC permet aux militaires de se concentrer sur leurs objectifs premiers durant leurs missions à l'étranger.

**Couverture** Image-satellite de la NASA illustrant l'ouragan Juan approximativement 580 km au sud de Halifax, en Nouvelle-Écosse; courtoisie de la NASA-GSFC, MODIS - réponse rapide.

**Faire affaire**, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa>.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html>.

**Faire affaire** vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles, à l'adresse suivante :

Joe Boulé; rédacteur, **Faire affaire**, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau, (Québec), K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : [questions@tpsgc.gc.ca](mailto:questions@tpsgc.gc.ca)

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2006) ISSN 1201-7450



# Toujours prêts : Mesures de reprise après sinistre de TPSGC

**D**e nos jours, les ministères fédéraux doivent être en mesure de prévoir et de préparer des interventions efficaces en ce sens. Cela est particulièrement vrai pour TPSGC, qui, en coulisse, administre certains des plus importants systèmes du gouvernement. Parmi ces systèmes qui touchent chaque Canadien et Canadienne directement ou indirectement, citons les systèmes de paiement, de rémunération, des pensions de retraite et de comptabilité, ainsi que les systèmes servant au contrôle du mouvement d'environ 1,3 billion de dollars de liquidités chaque année.

« Il faut fournir ces programmes essentiels sans faute, quoi qu'il arrive », dit Steven McLaughlin, directeur, Direction des produits et des services de paiement. « Environ 60 % des paiements versés par le receveur général représentent la source de revenus unique ou principale des Canadiens qui les reçoivent. » Ces paiements vont des paiements de Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada aux prestations fiscales pour enfants et aux prestations d'assurance-emploi, sans oublier chèques de paie et pensions de retraite des employés de la fonction publique.

Dans le cadre de leur plan de continuité opérationnelle, Comptabilité, gestion bancaire et rémunération (CGBR) et la Direction générale des services d'infotechnologie (DGSIT) ont établi plusieurs mesures de protection, y compris une unité de reprise en cas de sinistre. Dans le cadre d'un partenariat entre les deux directions générales, l'unité a été transformée en un outil de pointe qui permet de réagir à une situation d'urgence dans un délai

de 12 heures, sans qu'il n'y ait de perte de données. Il permet de diriger plus efficacement les fonds là où le besoin se fait sentir.

« Grâce à la modernisation du processus de reprise après sinistre, seules les données transmises au moment précis où le sinistre est survenu seraient perdues » signale M. McLaughlin.

L'établissement de l'unité de reprise en cas de sinistre a nécessité le jumelage du centre de données à partir duquel fonctionnaient ces systèmes à un des autres centres de données de la DGSIT. La modernisation comprenait la mise en place de lignes, de matériel et de processus nouveaux. « Nous avons pu établir l'infrastructure physique pour permettre à l'information du centre de données principal d'être automatique-

ment envoyée à l'autre unité, explique Dale Heins, directeur principal, Services opérationnels des centres de données. Les données sont ainsi actuelles aux deux emplacements, même si l'un d'eux tombait en panne. »

La mise en œuvre du nouveau processus a nécessité également une collaboration étroite entre les trois unités de TPSGC au Canada qui impriment les chèques du receveur général et la Société canadienne des postes, la Banque du Canada et les grandes institutions financières du pays. « Nous sommes prêts à toute éventualité et nous sommes capables de réagir efficacement à des désastres, de sorte que la population canadienne obtiendra les services dont elle a besoin », précise M. Heins.

FA



André Leflamme et Ian Hickey

**Des wagons renversés échouent dans le port de Halifax, illustrant certains dommages causés par l'ouragan Juan en 2003. TPSGC a récemment mis à jour son processus de reprise après sinistre pour assurer le traitement de centaines de millions de dollars en paiements aux Canadiens chaque année, si jamais un désastre naturel l'empêchait de procéder à ces paiements.**



Travailler

# ensemble

## pour les sans-abri

---

**D**e Gander (Terre-Neuve-et-Labrador), à Hay River (Territoires du Nord-Ouest), en passant par la Sunshine Coast (Colombie-Britannique), des groupes communautaires venant en aide aux sans-abri au Canada tirent parti d'une initiative du gouvernement du Canada qui permet de transférer, pour une somme symbolique, des biens immobiliers fédéraux excédentaires à des organismes de bienfaisance.

L'initiative, appelée Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri (IBIEF) est administrée conjointement par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSO), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Dans le cadre de l'IBIEF, des ministères et des organismes gouvernementaux, tels que la GRC et le ministère de la Défense nationale, cèdent des biens immobiliers dont ils n'ont plus besoin. Ces biens immobiliers excédentaires sont ensuite mis à la disposition d'organismes communautaires pour un dollar, à l'appui de projets visant à réduire le nombre des sans-abri.

Lancée en 1999, l'IBIEF a permis l'attribution de 76 biens immobiliers totalisant presque 15 millions de dollars. La plupart des biens immobiliers en question ont été des immeubles résidentiels, mais des parcelles de terrain et des immeubles commerciaux ont également été offerts. Ces biens immobiliers pourraient être transformés, entre autres, en logements abordables et accessibles, en soupes populaires, en centres d'accueil et en banques d'alimentation.

L'IBIEF a notamment été mise à exécution dans la région côtière appelée « Sunshine Coast » (Colombie-Britannique), où un immeuble excédentaire de la GRC servira de logement et de centre de soutien pour les sans-abri dans le district de Sechelt.

L'Arrowhead Centre Society vient en aide aux sans-abri adultes et aux personnes atteintes de maladie mentale depuis 1953, en offrant des services de soutien par les pairs, des programmes récréatifs de jour, une formation en dynamique de la vie et des repas chauds. La plupart de ses services sont

administrés par des bénévoles, et il peut souvent compter sur l'aide des clients. Le Centre s'installera bientôt dans l'immeuble de la Gendarmerie royale du Canada pour continuer à offrir ses services de logement et ses services sociaux.

« Je crois que l'IBIEF est une initiative

Si l'organisme bénéficiaire continue à fournir un logement aux sans-abri pendant cinq ans, il peut louer le bien immobilier à un coût minimal.

Dans le cas de l'Arrowhead Centre Society, l'Initiative a permis de faire passer son loyer de 1 500 \$ à 1 \$ par mois.

## Lancée en 1999, l'IBIEF a permis l'attribution de 76 biens immobiliers totalisant presque 15 millions de dollars

formidable, car un grand nombre de municipalités ou d'organismes de bienfaisance n'ont pas beaucoup d'argent à consacrer à l'achat d'immeubles pour offrir un logement et des services de soutien aux personnes dans le besoin », commente Tracy Wan, une agente immobilière de TPSGC qui a déployé beaucoup d'efforts dans ce transfert.

TPSGC gère un fonds à partir duquel les ministères fédéraux sont dédommagés pour des pertes de revenus découlant du transfert de biens immobiliers fédéraux excédentaires à des organismes de bienfaisance. En outre, le Ministre participe aussi à l'examen de toutes les propositions et il fournit des conseils d'experts en immobilier.

La SCHL aide à déterminer des sources de financement permettant de couvrir les coûts de construction et de rénovation. Elle dirige également de nombreux programmes, tels que le Programme d'aide à la remise en état des logements, le Programme d'amélioration des refuges et l'assurance prêt hypothécaire, qui peuvent servir à l'élaboration d'un projet.

« Nous avons bien hâte d'emménager dans nos nouveaux locaux, qui nous fourniront l'espace nécessaire pour élargir nos programmes et qui nous permettront de mieux organiser nos activités, et ce, dans un endroit stable situé au cœur de Sechelt et dans un immeuble en meilleur état », déclare John Lynch, un porte-parole du conseil d'administration de l'Arrowhead Centre Society.

« Nous nous réjouissons au plus haut point de cette baisse de loyer. L'argent économisé grâce à l'Initiative pourra servir à l'élaboration de programmes. »

FA

Pour plus de renseignements sur l'Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri, rendez-vous à l'adresse suivante : [sans-abri.gc.ca/projects/index\\_f.asp](http://sans-abri.gc.ca/projects/index_f.asp)

# Surmonter la barrière des langues au Forum urbain mondial

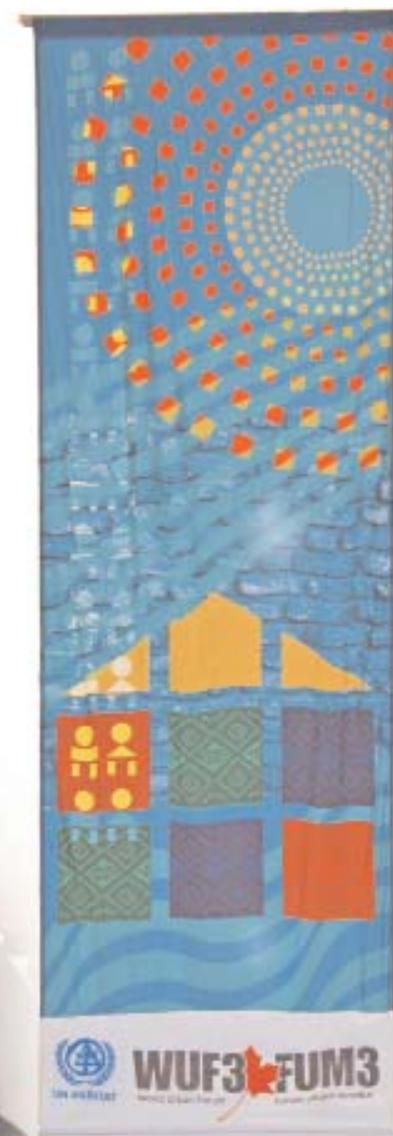
**TPSGC était sur place pour permettre à 6 000 délégués provenant de partout dans le monde de communiquer entre eux**

**L**e Bureau de la traduction de TPSGC a offert ses services d'interprétation et mis à contribution son savoir-faire lors du troisième Forum urbain mondial (FUM3), tenu en juin dernier à Vancouver (Colombie-Britannique).

Le FUM3 a été établi par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-habitat) pour étudier les questions cruciales découlant de l'urbanisation rapide. Des délégués représentant plus de 100 pays s'y sont réunis pour discuter des répercussions économiques, socioculturelles et environnementales de l'augmentation des populations urbaines. On estime que 4,2 milliards de personnes vivront dans des villes d'ici 2020, De ce nombre, 1,4 milliard vivront dans la pauvreté ou dans des conditions dangereuses.

Quatre-vingt-cinq interprètes de conférence ont appuyé l'événement, y compris des interprètes indépendants accrédités par le Bureau de la traduction. En outre, les traducteurs du Bureau de la traduction ont été très actifs avant le Forum. Le personnel professionnel du service de traduction Ressources humaines a fait équipe avec ses collègues de la Division de la traduction multilingue pour traduire en français, en anglais et dans d'autres langues de nombreux documents pour les délégués, les médias et les organisateurs de l'événement. Selon Rafael Solís, gestionnaire de la Division de la traduction multilingue, la traduction pour le Forum a commencé dès juillet 2004, après la réception des premiers documents de promotion.

Des participants provenant de partout dans le monde et parlant toutes sortes de langues ont pris part à plus de 160





TSPGC / photos.com

événements et tables rondes sur l'urbanisation. Le Bureau de la traduction avait pour tâche de fournir des services d'interprétation dans les six langues officielles des Nations Unies : l'anglais, le français, l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe.

Il ne s'agissait pas de la première fois que les services du Bureau de la traduction étaient retenus pour un événement aussi important. Le Bureau comptait déjà à son actif des événements internationaux d'envergure comme le Sommet des Amériques à Québec en 2001, les missions commerciales d'Équipe Canada et les sommets du G8.

« La conférence ONU-habitat, tenue à Vancouver en 1976, a été l'une de nos premières conférences importantes, explique Nikita Kiriloff, interprète principal, Bureau de la traduction. Elle nous a permis d'asseoir notre réputation et de démontrer à une organisation internationale que nous pouvions lui fournir des services d'interprétation de qualité. »

Les interprètes de conférence emploient diverses méthodes pour se préparer à un événement.

« Idéalement, ils prendront connaissance de documents fournis à l'avance par les organisateurs de l'événement, par exemple les notes du conférencier, les diaporamas et la documentation de base. Ils feront des recherches sur le Web et ils consulteront des documents obtenus à la dernière minute à la conférence », indique Fabienne Youssef, interprète principale.

De plus, les interprètes doivent se

familiariser avec la terminologie propre à un événement. En effet, le vocabulaire très technique et les sigles utilisés dans certains événements ne se traduisent pas textuellement.

Selon Nikita Kiriloff, les interprètes doivent utiliser leurs propres ressources pour examiner le texte anglais, trouver des équivalents, préparer la terminologie et mémoriser les nouveaux termes. En général, ces ressources comprennent des dictionnaires et des documents provenant de conférences antérieures ainsi que des renseignements provenant de groupes universels plus grands (les Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé, etc.).

Bien que l'interprétation de conférence se déroule à un rythme effréné et ne laisse pas de place à l'erreur, elle constitue un travail gratifiant.

« À la fin de chaque journée de 12 heures lors du FUM3, nous étions à la fois exténués et remplis de joie », souligne M<sup>me</sup> Youssef.

Le Bureau de la traduction, qui peut dire encore une fois « mission accomplie », continue à montrer la voie au sein de l'administration fédérale grâce à ses services de renommée mondiale. **FA**

Pour plus de renseignements sur le Bureau de la traduction et les services d'interprétation de conférence, veuillez communiquer avec Fabienne Youssef, par téléphone, au 613-996-1299, ou par courriel, à [fabienne.youssef@tpsgc.gc.ca](mailto:fabienne.youssef@tpsgc.gc.ca)

### Centre des technologies langagières pour faire avancer la communication mondiale

Plus tôt cette année, le Bureau de la traduction a fait équipe avec le Conseil national de recherches du Canada et l'Université du Québec en Outaouais (UQO) pour créer le nouveau Centre de recherche en technologies langagières, à Gatineau (Québec). Les technologies langagières consistent en des systèmes informatiques qui traitent l'information en différentes langues, que ce soit verbalement ou par écrit.

« Avec la mondialisation, il y a de plus en plus de communication avec les autres pays, et les barrières linguistiques existent pour tout le monde », indique Donald Barabé, vice-président du Bureau de la traduction. Si nous devons aller au-delà de ces barrières pour assurer la libre circulation de l'information, il importe aussi de les conserver, car la langue et la culture sont l'identité d'un peuple. »

Les universitaires, les spécialistes du gouvernement, les entrepreneurs, les infolangagiers et les chercheurs travailleront ensemble dans ce centre unique situé dans le campus Alexandre-Taché de l'UQO. Le Centre pourra finalement accueillir 150 chercheurs et experts dans le domaine des langues et devrait permettre de former 40 chercheurs et de créer 50 emplois spécialisés par année.

# La prochaine génération d'immeubles écologiques

**L**e rôle de TPSGC à titre d'acheteur et de gestionnaire des biens immobiliers pour le compte du gouvernement du Canada consiste en partie à tout mettre en œuvre pour prendre des décisions écologiques, qui auront très peu de répercussions négatives sur l'environnement.

Ce concept d'écologisation du gouvernement vise à établir des collectivités durables pour améliorer la santé de l'environnement et de la population canadienne. En tant qu'un des plus importants locataires du pays, TPSGC prend les mesures nécessaires pour réduire l'empreinte écologique des immeubles qu'il gère.

Voici les plus récents exemples d'immeubles construits ou réaménagés pour le compte du gouvernement du Canada, pour lesquels l'utilisation de technologies et de matériaux novateurs a contribué à réduire les répercussions sur l'environnement :

## **Immeuble C.D. Howe | Ottawa (Ontario)**

Lorsqu'il a déterminé que la toiture de l'immeuble de 29 ans avait besoin d'être remplacée, TPSGC a décidé que la nouvelle toiture devait offrir la meilleure valeur à long terme et présenter un avantage pour l'immeuble comme pour l'environnement. En conséquence, TPSGC a aménagé son premier toit vert au centre-ville d'Ottawa, en vue de réduire la quantité d'énergie nécessaire au chauffage et au refroidissement de l'immeuble, de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'anhydride sulfureux et d'améliorer la qualité de l'air.

Une stratégie novatrice a été adoptée : plus de 30 % de la superficie du toit est couverte d'arbustes, de plantes et de fleurs. En outre, les toitures vertes permettent aux polluants et aux nutriments que l'on trouve dans l'eau de pluie de s'infiltrer dans le sol au lieu d'entrer dans les systèmes d'écoulement des eaux pluviales.

« Nous avons créé un espace écologique, qui est agréable à fréquenter pour les employés travaillant dans l'édifice. De plus, celui-ci pourra servir de modèle lors de la rénovation du toit

d'autres immeubles fédéraux » précisait Michael M Fortier, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, lors de la cérémonie d'inauguration de la toiture.

## **Détachement de la GRC | Chester (Nouvelle-Écosse)**

L'immeuble éconergétique et économe en eau, qui est occupé par ce nouveau détachement de la GRC, comprend des fenêtres à haut rendement énergétique, un système de chauffage par rayonnement à partir du plancher, des luminaires équipés de gradateurs automatiques, une ligne de toit centrale élevée, des appareils sanitaires à faible débit et des matériaux de construction écologiques.

« Ces améliorations éconergétiques se rembourseront d'elles-mêmes en moins de 5 ans; elles représentent environ 250 000 \$ en économies pour la GRC et les contribuables canadiens », indique Bill Fioratos, directeur des Services aux clients pour MDN/GRC/SCC, Région de l'Atlantique.

## **Immeuble Normand-Maurice | Montréal (Québec)**

Nommé en l'honneur du pionnier de la sensibilisation à l'environnement et au développement durable dont le travail a été reconnu par l'UNESCO, l'immeuble comprend des systèmes de chauffage et de climatisation qui utilisent la géothermie (la chaleur de la terre) et l'énergie solaire. La lumière et la ventilation naturelles permettent de réduire la consommation d'énergie et elles améliorent le confort des occupants. De l'investissement de 46 millions de dollars engagé pour la construction, près de 2 millions de dollars ont été attribués aux éléments de développement durable. Lors de la démolition de l'ancien immeuble, on a récupéré des matériaux, comme tout l'acier, 82 % du bois et 92 % des briques, pour les réutiliser dans la construction de la nouvelle installation.

Comparativement aux caractéristiques écologiques d'un immeuble conventionnel, celles de l'immeuble permettront d'économiser près de la moitié des coûts énergétiques, ce qui représente des économies annuelles de 200 000 \$.

FA

## **Détachement de la GRC, Chester (Nouvelle-Écosse)**

# Entretien par les pairs au profit des collectivités

La région de l'Atlantique de TPSGC a fait équipe avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) pour mettre sur pied un programme visant à améliorer la qualité de vie dans les collectivités autochtones. Le programme autochtone de formation par les pairs sur l'entretien des installations, qui a été établi en 1999, est le fruit de la collaboration des services immobiliers de la région de l'Atlantique et du MAINC. Il a pour but de créer des initiatives de formation à l'entretien dans des collectivités autochtones et de fournir de la formation continue pour les techniciens des collectivités visées.

Comme c'est le cas pour toutes les infrastructures dans n'importe quelle collectivité, il est essentiel d'assurer l'entretien permanent des installations techniques des immeubles (ventilation, chauffage, alimentation en eau, déchets et électricité). Non seulement est-ce requis par la loi, mais de bonnes pratiques d'entretien se traduisent par des conditions de vie et de travail plus sécuritaires, et elles permettent d'accroître la durée de vie des immeubles. Dans certaines collectivités autochtones, ces responsabilités reposent sur les épaules d'un ou de quelques techniciens seulement.

Les techniciens sont rares et les ressources limitées dans les collectivités autochtones. Le Programme de formation par les pairs sur l'entretien des installations permet d'établir un processus de soutien de longue durée à l'appui des techniciens afin qu'ils exécutent leur travail de façon efficace et sécuritaire.

Le Programme est mis en application dans 15 des 32 collectivités autochtones de la région de l'Atlantique, lesquelles comptent une population allant de 20 à 3 500 habitants.

« Les collectivités montrent un grand intérêt pour le Programme », affirme Phil Nelson, spécialiste principal de la gestion de l'entretien, région de l'Atlantique de la Direction générale des biens immobiliers (DGBI). « Il permet aux participants d'obtenir une formation officielle et d'acquérir une bonne expérience des pratiques d'entretien. »

Le Programme présente une liste de contrôle de



TPSGC

Les  
techniciens  
sont rares et  
les ressources  
limitées ...  
responsabilités  
reposent sur  
les épaules ...  
de quelques  
techniciens  
seulement

processus d'entretien que les techniciens peuvent appliquer dans leurs collectivités respectives. La formation pratique est offerte à Summerside (Île-du-Prince-Édouard) où les techniciens autochtones sont jumelés à des techniciens d'entretien de TPSGC. Par la suite, ces derniers se rendent dans les collectivités autochtones pour travailler avec leurs homologues à la mise en œuvre des processus d'entretien.

« Une grande partie du succès que connaît ce programme auprès des Premières nations découle du fait que les techniciens travaillent sur place avec le personnel d'entretien des collectivités et qu'ils peuvent agir à titre de conseillers de façon permanente s'il y a lieu. La confiance et le respect envers les personnes encadrées et avec lesquelles on travaille constituent un autre élément essentiel », mentionne Brendon Drake, ingénieur de projet, région de l'Atlantique de la DGBI.

En mars dernier, dans le cadre du Programme de formation par les pairs, on a également présenté un atelier sur les pratiques générales d'entretien, la sécurité, la rentabilité et la réalisation d'un programme d'entretien. Trente-six participants des provinces de l'Atlantique se sont rencontrés à Halifax pour participer à cette activité de trois jours.

Ce fut une excellente occasion pour les techniciens d'établir des réseaux en mettant en commun expériences et conseils.

« Ce que nous avons appris ici est très enrichissant pour notre collectivité. Ça nous permet de déterminer où nos ressources seront les plus profitables », précise John R. Prosper, directeur des opérations de la Première nation Paq'tnkek, en Nouvelle-Écosse.

Les responsables du Programme comptent mettre en place des processus d'entretien fructueux dans les 17 collectivités où ce n'est pas encore fait. **FA**

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Phil Nelson au 902-496-5337 ou à l'adresse [phillip.nelson@tpsgc.gc.ca](mailto:phillip.nelson@tpsgc.gc.ca).

# TPSGC contribue à réduire les coûts énergétiques

**G**âce à un nouveau contrat que TPSGC a négocié, le gouvernement du Canada économisera prochainement des millions de dollars sur ses coûts énergétiques en Alberta.

À la suite d'une vaste consultation du gouvernement et du secteur privé, TPSGC a conclu, avec l'entreprise albertaine ENMAX Energy Corporation, une entente visant à regrouper les besoins en électricité des ministères et des organismes fédéraux participants de la province. Selon les estimations, l'entente fera économiser au moins 30,8 millions de dollars au gouvernement du Canada et les coûts énergétiques seront plus faciles à prévoir.

Pendant les dix années que durera l'entente, il se pourrait même que les fluctuations du marché de l'énergie permettent d'économiser une somme aussi élevée que 54,8 millions de dollars.

« En procédant aux appels d'offres et aux consultations du secteur privé, nous avons constaté que nous pouvions réduire considérablement les coûts si nous pouvions prévoir avec exactitude notre consommation d'énergie et regrouper les besoins de nombreux ministères », déclare Mark Harrison des services d'approvisionnement et de rémunération de TPSGC. « Nous avons recueilli les données sur la consommation d'énergie dans les immeubles du gouvernement du Canada et, lorsque nous avons pu établir un taux de consommation très prévisible, les fournisseurs d'électricité nous ont offert des tarifs réduits. »

Parmi les avantages que présente le nouveau contrat, citons le regroupement des besoins liés à l'alimentation en énergie électrique, des prix plus avantageux, la constance des budgets et la

capacité de modifier les charges énergétiques à long terme.

« Si cette façon de faire donne les résultats escomptés, signale M. Harrison, nous pourrions regrouper les besoins liés à d'autres biens ou services, comme le gaz naturel, pour réduire les coûts qui s'y rapportent. »

Par ailleurs, selon la nouvelle entente, environ 15 % de la quantité totale d'électricité fournie devra être de l'énergie verte. Ainsi, les ministères et les organismes auront la possibilité d'acheter de plus grandes quantités d'énergie produite de façons plus écologiques, par exemple au moyen d'éoliennes. À ce jour, trois ministères ont accepté d'acheter de plus grandes quantités de ce type d'énergie électrique; en outre, TPSGC a décidé que 85 % de l'énergie dont il a besoin proviendra de sources écologiques.

En vertu des dispositions de l'entente, laquelle entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ENMAX facturera directement chaque immeuble. Ainsi, les ministères et les organismes pourront contrôler la consommation d'énergie et les données recueillies permettront de mieux gérer les charges électriques requises et l'affectation des fonds. Moyennant des frais supplémentaires, ENMAX fournira aussi un soutien technique sur demande. **FA**

Pour en savoir plus sur cette initiative, vous pouvez communiquer avec Mark Harrison, au 780-497-3539 ou à l'adresse électronique [mark.harrison@tpsgc.gc.ca](mailto:mark.harrison@tpsgc.gc.ca), ou Lou Hiemer, au 780-497-3750 ou à l'adresse électronique [lou.hiemer@tpsgc.gc.ca](mailto:lou.hiemer@tpsgc.gc.ca).

Photos.com

# TPSGC dans la course pour profiter d'une aubaine

Un geste rapide permet au CNR de mettre la main sur un équipement usagé et très envié

Les installations d'essai de l'Institut du génie aérospatial du Conseil national de recherches (CNR) à Ottawa sont devenues le lieu de prédilection des équipes de coureurs automobiles qui participent à des compétitions aux États-Unis et au Canada. Ces installations présentent un intérêt additionnel depuis qu'on y a installé un système de simulation de l'effet de sol (SSES) que TPSGC s'est procuré à un prix d'aubaine. Le SSES sert à tester l'aérodynamisme des véhicules.

Le CNR a communiqué avec nous, puisqu'il souhaitait installer un nouveau système depuis déjà quelques années. Nous avons accepté et publié les appels d'offres, mais le prix était un peu exorbitant, » de dire Henry Kreker, de la Division de l'équipement scientifique, des produits photographiques et médicaux de la Direction générale des approvisionnements de TPSGC.

Lorsque la possibilité s'est présentée d'acheter un système usagé que vendait une société automobile italienne, le ministère a dû réagir sans tarder. Moins de deux semaines après avoir reçu la demande du CNR, les négociations

avaient pris fin et on avait préparé le contrat.

« Le CNR a communiqué avec nous pour connaître la façon dont on pourrait procéder et nous avons mis nos idées en commun pour élaborer un moyen d'agir rapidement afin de démonter le système et l'expédier tout en respectant le délai maximal dont disposait la firme italienne pour qu'on retire son système », d'expliquer M. Kreker.

« Le SSES se vendait à moins de 28 % du coût d'un système neuf. »

Installé dans une soufflerie aérodynamique mesurant 9 mètres sur 9 au CNR situé à Ottawa, le SSES ressemble à un immense transporteur à courroie qui simule le mouvement du sol sous un véhicule d'essai. Alors qu'on produit un vent à l'intérieur de la soufflerie, le SSES crée un mouvement du sol par rapport à la vitesse du vent. L'ajout d'un « plancher mobile » à l'intérieur de la soufflerie a pour effet d'accroître la précision des données d'essai.

Cette collecte de données plus précises rend les installations du CNR plus

intéressantes aux yeux des équipes de coureurs en quête d'un avantage aérodynamique pour battre leurs concurrents. Pendant plusieurs années, les équipes participant à la populaire série NASCAR se sont disputés la possibilité d'utiliser les installations du CNR. L'acquisition du SSES permettra à l'organisme d'offrir ses services à un prix concurrentiel.

« Nous avons pu acquérir à un prix intéressant un système qui permettra au CNR d'offrir à ses clients de NASCAR des services d'essai à valeur ajoutée dans sa soufflerie aérodynamique, et ce, pour plusieurs années à venir et nous avons agi rapidement », de déclarer M. Kreker. **FA**

Pour de plus amples renseignements sur ce projet, veuillez communiquer avec Henry Kreker, gestionnaire de la Division de l'équipement scientifique, des produits photographiques et médicaux, par téléphone au 819-956-3466 ou par courriel à l'adresse [henry.kreker@tpsgc.gc.ca](mailto:henry.kreker@tpsgc.gc.ca).



Des souffleries mettent à l'essai l'aérodynamisme de diverses formes de véhicules, d'immeubles et d'autres sujets. Ci-dessus, un camion de transport et une voiture de course sont mis à l'essai au Conseil national de recherches du Canada.

# Soutien logistique aux missions militaires à l'étranger

Quand les Canadiens et les Canadiennes écoutent les nouvelles au sujet de l'Afghanistan, la plupart d'entre eux savent que les Forces canadiennes y sont en pleins travaux de reconstruction. Mais ce qu'ils ne savent peut-être pas, c'est que TPSGC y est aussi pour aider les troupes dans le cadre du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes.

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a lancé le Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes pour que les troupes qui se livrent à des opérations sur le terrain à l'extérieur du Canada puissent se concentrer sur le travail qui nécessite des connaissances militaires. Les services de soutien logistique, comme l'entretien des véhicules et les services d'alimentation aux soldats, peuvent être fournis par un entrepreneur privé.

La Division des services de soutien aux Forces canadiennes en déploiement de TPSGC assure un soutien logistique pour la gestion des contrats dans le cadre des opérations de déploiement du MDN.

Le programme permet aux militaires de se concentrer sur leurs principaux objectifs, pendant que l'entrepreneur assure une plus grande souplesse et une plus grande capacité de soutien aux troupes. L'entrepreneur offre des services allant de la gestion du matériel à l'entretien des

routes et des terrains, en passant par des services de santé, d'alimentation, de transport et de l'approvisionnement en électricité et en eau.

En plus de participer à la gestion régulière du programme et de donner au MDN des avis sur la planification des exigences contractuelles, TPSGC a des représentants sur les lieux qui planifient, qui négocient, qui donnent à contrat et qui surveillent les travaux exécutés par l'entrepreneur.

« Nous sommes l'administration derrière un contrat qui appuie les missions du Canada à l'étranger, affirme John Normandin. Nous sommes avec les soldats sur le terrain pour nous assurer qu'ils obtiennent les services dont ils ont besoin pour répondre à leurs objectifs. »

## Reconstruction de pays

La présence militaire du Canada continue d'être un élément clé des efforts de stabilisation et de reconstruction en Afghanistan. En retour, des services de soutien efficaces aux Forces canadiennes ont des retombées sur l'ensemble des opérations. Tout au long de la mission, le soutien logistique apporté par TPSGC aux Forces canadiennes signifie que les militaires peuvent se concentrer sur leurs principaux objectifs.

« Quand ils ont besoin de notre aide, nous sommes là et nous prenons des extraordinaires pour les aider », ajoute M. Normandin. **FA**

**John Normandin (à gauche) et Mark Kelz au Camp Julien, en Afghanistan. L'équipe fournit de la formation sur place à propos du Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes, au début de chaque nouvelle rotation des soldats.**

## Reconnaître les efforts des civils

Deux employés de TPSGC ont été reconnus pour leur contribution aux missions des Forces canadiennes à l'étranger. John Normandin, gestionnaire intérimaire, Division des services de soutien aux Forces canadiennes en déploiement, et Mark Kelz, chef de l'équipe d'approvisionnement, ont reçu la Médaille du service général pour leur soutien direct aux Forces canadiennes en présence d'un ennemi armé.

M. Normandin, qui s'est rendu à huit reprises en Afghanistan, trouve son travail très enrichissant. « Je peux aider notre personnel militaire à rester en sécurité et en santé, affirme M. Normandin. Dans le cadre de cette mission, le Programme de soutien contractuel des Forces canadiennes fournira divers services de soutien logistique au camp principal situé à Kandahar. Ce programme améliorera la qualité de vie de nos soldats et il permettra à ceux-ci de se concentrer sur les objectifs de leur mission principale à l'extérieur du camp. »

M. Kelz s'est rendu à quatre reprises en Afghanistan — vivant dans des tentes tout en aidant les troupes canadiennes — pendant 45 jours au total. « Dans le cadre de ce contrat, je peux mettre en pratique mon expérience antérieure du secteur militaire et en tant que fonctionnaire pour appuyer les Forces canadiennes sur le terrain », affirme M. Kelz.



John Normandin

Photo : Francis Auger-Voyer